Wikipédia

Politique anti-religieuse soviétique

« Les moines - ennemis héréditaires des travailleurs » (Banderole sur la cathédrale de la Dormition de la Laure des Grottes de Kiev, années 1930).

Couverture du magazine *Bezbojnik* de 1929 publié par la Ligue des militants athées.

La **politique anti-religieuse soviétique de 1928 à 1941** est une nouvelle phase de la persécution religieuse en Union soviétique. Cette politique commence en 1929 à la suite de la création d'une nouvelle loi interdisant sévèrement les activités religieuses et appelant à un durcissement des attaques contre la religion afin d'encourager la diffusion de l'athéisme. Cette loi fait suite au 15ème congrès du parti au cours duquel Joseph Staline critiqua ce dernier au sujet de son incapacité à produire une propagande antireligieuse plus active et plus persuasive. Cette nouvelle phase coïncide avec le début de la collectivisation forcée de l'agriculture et la nationalisation des rares sociétés privées.

Beaucoup de ceux qui furent arrêtés dans les années 1920 continuèrent à rester en prison durant, et même après, les années 1930.

La cible principale de la politique anti-religieuse des années 1920 et 1930 est l'Église orthodoxe russe, église qui rassemble le plus grand nombre de fidèles. Presque tous les membres de son clergé, et un certain nombre de ses fidèles, furent fusillés ou envoyés dans des camp de travail. Les écoles théologiques furent fermées, et les publications religieuses furent interdites[1]. Pour la seule année 1937, plus de 85.000 prêtres orthodoxes furent tués[2]. Seul un douzième des prêtres de l'Église orthodoxe russe gardèrent leurs fonctions dans leurs paroisses en 1941[3].

Entre 1927 et 1940, le nombre d'églises orthodoxes dans la république russe chuta de 29 584 à moins de 500.

La politique anti-religieuse se ralentit à la fin des années 1930 et au début des années 1940, et s'arrête brutalement après le début de l'opération Barbarossa[1]. L'effort national demandé par l'invasion allemande a peut-être finalement empêché la disparition de la religion dans la société soviétique[4]. Toutefois, la campagne antireligieuse se rallume après la guerre : si 70 % des lieux de culte existant en 1917 étaient fermés en 1935 (et 95 % en 1940), leur nombre se maintient encore à 85 % en 1945[5], et la liberté religieuse en URSS reste problématique bien après la mort de Staline, jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir.

Cette politique cherchant à éliminer toute forme de religion et à instaurer un athéisme basé sur une vision matérialiste du monde[6] fut accompagnée de déclarations officielles niant toute persécution religieuse en URSS, et assurant que les croyants pris pour cible l'étaient pour d'autres raisons.

Sommaire

Éducation
Le métropolite Serge et l'Église
Mesures législatives
Vexations financières
Propagande anti-religieuse
Exploitations agricoles
Les musulmans
Activités
Critique de l'étranger
Références
Lien externe
Voir aussi

Éducation

En 1928, Anatoli Lounatcharski, sous la pression des Marxistes, mit en place une éducation entièrement anti-religieuse dès le premier niveau d'étude. Cependant, il s'inquiéta de l'expulsion massive des professeurs croyants en raison de la « pénurie d'athées ». En 1929, une conférence de l'Agitprop décida d'intensifier le travail anti-religieux dans tout le système éducatif. Cela conduisit à la mise en place de sections anti-religieuses dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. Une faculté anti-religieuse fut créée à l'Institut des professeurs rouges en 1929.

Une campagne fut menée contre les professeurs de l'ancienne élite qui étaient suspectés de travailler contre le système et même d'autoriser des prêtres à influencer les élèves. Les professeurs accusés de ces actes pouvaient être licenciés et, dans la plupart des cas, ils furent emprisonnés ou licenciés.

Des chercheurs et universitaires soviétiques croyants furent dénoncés dans la presse anti-religieuse. Cette étiquetage entraîna la purge de 1929-1930 de l'Académie russe des sciences. Durant cette période, presque la totalité des chercheurs, de leurs assistants et des étudiants diplômés furent arrêtés sur de fausses accusations et condamnés à des peines allant de trois ans d'exil à la peine de mort[7]. La plupart d'entre eux sont morts en prison ou dans des camps. Un des objectifs de la purge était de supprimer les intellectuels de l'Église et de soutenir un argument phare de la propagande antireligieuse : seuls les gens arriérés croient en Dieu[8].

Le célèbre historien soviétique Sergei Platonov s'est demandé pourquoi un Juif nommé Kaplan avait été désigné à la direction de la Pushkin House, et il répondit qu'il n'était pas juif mais chrétien orthodoxe. Kaplan fut alors envoyé dans un camp de concentration pendant cinq ans.

Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique annula les mesures administratives contre la religion de 1930 à 1931, affaiblissant le travail effectué dans l'éducation, mais une autre directive en septembre 1931 réinstaura une éducation anti-religieuse active.

Le métropolite Serge et l'Église

La plupart des évêques qui furent arrêtés entre 1928 et 1932 le furent à cause de leur opposition au métropolite Serge et à la célèbre « déclaration de loyauté ». L'État maintint officiellement sa séparation d'avec l'Église durant cette période, mais, malgré cela, les arrestations pour motif de désobéissance envers les chefs religieux furent nombreuses. Le GPU interrogeait souvent sans scrupules les croyants arrêtés « Que pensez-vous de « notre » métropolite Serge, chef de l'église soviétique ? »[9].

L'opposition à Serge fut utilisée comme prétexte pour fermer de nombreuses églises et pour envoyer le clergé en exil. À Moscou, la dernière église opposée à Serge ferma officiellement en 1933 et à Leningrad en 1936[10]. Une fois ces églises fermées, elles étaient généralement démolies ou reconverties pour un usage civil (plutôt que d'être confiées aux partisans de Serge alors que la seule raison de leur fermeture était l'opposition à ce dernier). Cette campagne a fortement diminué le nombre d'églises en service dans le pays.

Bien qu'officiellement les églises opposées à Serge aient été détruites, de nombreuses communautés ecclésiales non officielles et souterraines existèrent et formèrent ce qu'on appela « l'Église des catacombes »[11]. Cette église souterraine prétendait être la continuation légitime et véritable de l'orthodoxie en Russie[11].

Vingt pour cent des détenus des camps de Solovki en 1928 et 1929 furent emprisonnés dans le cadre de ces affaires. Entre 1928 et 1931, au moins trente-six évêques furent emprisonnés et exilés, et ce nombre dépassa 150 à la fin 1930[9]. Cela ne signifie pas, cependant, que le clergé fidèle à Serge était plus en sécurité car ses membres furent également largement attaqués et arrêtés[12].

Le métropolite Serge déclara en 1930 à la presse étrangère qu'il n'y avait pas de persécution religieuse et que le christianisme partageait de nombreux objectifs sociaux avec le marxisme. Beaucoup de membres du clergé s'étaient réconciliés avec Serge en 1930[10].

En raison du nombre important d'évêques arrêtés, les orthodoxes comme les rénovationnistes consacrèrent secrètement des évêques qui pourraient prendre la place des évêques arrêtés et continuer la lignée apostolique[13]. En conséquence de cette arrestation massive d'évêques, le Saint Synode orthodoxe cessa de fonctionner en 1935[14].

Selon la presse anti-religieuse, les prêtres se rendaient « sournoisement » de village en village pour exécuter des services religieux dans les maisons des croyants, tout en étant déguisés en réparateurs ambulants, ou en quelqu'autre profession. Elle affirme également que les prêtres attiraient au christianisme les jeunes gens en se proposant à titre gratuit en tant qu'organisateurs de jeux, musiciens, directeurs de chorale, lecteurs publics de littérature russe, directeurs de théâtre...[15]. La presse anti-religieuse affirme aussi que nombre de croyants se tenaient d'eux-mêmes à l'écart des églises et des prêtres en raison de la honte qu'ils éprouvaient à observer les rites religieux en public, et que, pour pallier ce problème, de nombreux prêtres pratiquaient des rites par contumace, ce qui signifie que les cérémonies de mariage étaient effectuées en présence des anneaux envoyés ensuite aux jeunes mariés absents, ou que les cérémonies funéraires étaient réalisées en présence d'un cercueil vide dans lequel le cadavre été ensuite déposé pour un enterrement laïc.

Mesures législatives

Sur demande de la Ligue des militants athées, les croyants sont exclus de la direction des fermes en 1929.

En 1929, Lounatcharski déclara que la liberté religieuse pouvait être suspendue « si elle est utilisée abusivement pour la lutte des classes contre la dictature du prolétariat »[16]. Bien que Lounatcharski ait appelé à une certaine tolérance, cette citation fut sortie de son contexte afin de justifier la lutte anti-religieuse menée dans la décennie suivante. La virulence de la propagande de l'Église face aux activités en faveur des athées entraîna, en 1929, la promulgation de nouvelles lois sur les « Associations religieuses »[17] ainsi que la création de nouveaux amendements dans la constitution interdisant toute forme d'activité publique, sociale, communautaire, éducative, d'édition ou missionnaire pour les croyants[18]. L'Église, de ce fait, perdit tout droit d'expression publique et son activité fut strictement limitée aux services religieux se déroulant à l'intérieur des églises. Parallèlement, la propagande athée continua à avoir un droit illimité de diffusion, empêchant ainsi l'Église de répondre aux arguments utilisés contre elle [17]. Il fut interdit à l'Église d'animer des groupes d'étude pour les adultes croyants, d'organiser des pique-niques ou des cercles culturels, ou encore d'organiser des services spéciaux pour les groupes de croyants, comme les écoliers, les jeunes, les femmes ou les mères[19]. Toute poursuite d'activités pastorales réelles par des ecclésiastiques devint punissable par la loi[16]. Ces lois interdisaient aussi les activités de charité chrétienne et la participation des enfants à des activités religieuses. Enfin les religieux furent contraints de rester dans les zones leur étant dévolues[20].

Le 16e congrès du parti invita le Mouvement des pionniers à participer à la lutte anti-religieuse. Le même congrès a également rendu illégal pour les enfants le fait de servir dans les églises comme acolytes ou d'être enrôlés dans des groupes dispensant un enseignement religieux à domicile[21].

Cette campagne était officiellement justifiée par la vulnérabilité de l'État, vulnérabilité due à la mobilisation religieuse étrangère (comme le Vatican, les églises évangéliques américaines...). Par conséquent, selon cette logique, les églises de Russie devaient être privées de tous droits publics à l'exception du droit de tenir des offices religieux à l'intérieur des églises[22]. Toute cette règlementation facilita ainsi grandement la persécution arbitraire des membres du clergé et de leurs familles par l'État, particulièrement grâce à l'utilisation de lois discriminatoires du point de vue économique, de l'aménagement du territoire et de l'accès au logement[19].

En 1929, le calendrier soviétique fut changé afin de remplacer la semaine de sept jours de travail (six jours travaillés, un jour chômé) par une semaine de 6 jours de travail (cinq jours travaillés, 1 jour chômé) ; ce changement avait pour but de faire travailler les gens le dimanche et de les empêcher ainsi d'aller à l'église. Le gouvernement soviétique prit des mesures afin d'empêcher la célébration de Noël et des autres fêtes religieuses. Par exemple, le 25 et 26 décembre furent proclamés « Jours de l'industrialisation » au cours desquels le pays tout entier devait célébrer l'industrialisation nationale en travaillant toute la journée. Cependant, durant les années 1930, un fort taux d'absentéisme au travail les jours des fêtes religieuses fut enregistré. Les travailleurs qui se rendaient à l'église pour assister aux offices les dimanches ou lors des fêtes religieuses travaillées pouvaient être punis pour absentéisme. La nouvelle semaine de travail resta en application jusqu'en 1940.

La célébration de la fête traditionnelle du Nouvel An russe (fête de la Circoncision de Jésus-Christ) fut interdite (plus tard le Nouvel An fut rétabli comme jour férié laïque et à l'heure actuelle, c'est la plus importante période de vacances en Russie). Rassemblements et processions religieuses furent d'abord interdits, puis strictement limités et réglementés.

Plus tard, une méthode plus subtile fut mise en place pour perturber les fêtes chrétiennes. Cette méthode consistait en la diffusion de films très populaires, les uns après les autres, lors des principaux jours fériés, lorsque les croyants sont censés participer aux processions religieuses, en particulier lors de la célébration de Pâques. Il semble que le but de cette manœuvre était de garder devant leur écran de télévision ceux dont la foi était incertaine ou hésitante[réf. nécessaire].

En 1929, une directive du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique demanda au Komsomol d'éliminer les préjugés d'origine religieuse de ses membres grâce à une « éducation politique volontaire » (NB : dans le jargon législatif soviétique, le mot « volontaire » ne signifie pas que le refus de participer est autorisé). Les membres des syndicats et des cellules locales du parti furent mis sous pression pour rejoindre la Ligue des militants athées[23]. En 1930, le XVIe congrès du Parti mentionna le devoir de ce dernier d'aider à « l'émancipation des masses de l'influence réactionnaire de la religion » et a appelé les syndicats à « organiser correctement et à renforcer la propagande anti-religieuse ».

Le parti adopta une résolution lors de son XVIe congrès (1930) interdisant aux prêtres d'être invités dans des maisons privées, aux églises de recevoir des dons et mettant sous pression les syndicats afin de ne pas effectuer de travaux pour les églises (y compris les réparations de bâtiments)[24]. Le parti a également appelé les syndicats à renforcer la propagande anti-religieuse.

Vexations financières

L'Église était traitée à partir de 1929 comme une entreprise privée et le clergé qualifié de koulaks pour des raisons de taxation, et ils étaient soumis à la même taxation qui avait été introduite pour les paysans et les commerçants privés (jusqu'à 81 % du revenu).

Propagande anti-religieuse

Exploitations agricoles

Les musulmans

Mirsäyet Soltanğäliev, alias *Sultan Galiev*, bolchévik tatar qui par la suite devint un résistant au pouvoir du PCUS, se montra favorable à l'instauration d'un État marxiste indépendant en Asie centrale. Il avait voulu donner une version musulmane au marxisme (la plupart des communistes d'Asie centrale étant des musulmans croyants) faisant valoir que les Russes tsaristes avaient opprimé les sociétés musulmanes et pas seulement quelques grands propriétaires fonciers et autres bourgeois. En dépit de cette tentative de synthèse, il était vu par les Bolcheviks comme excessivement tolérant à l'égard du nationalisme et de la religion et en 1923[25], il est accusé de déviation nationaliste panislamique et panturque, arrêté et expulsé du parti. Il est libéré, mais avec la mort de Lénine en 1924, il perd son seul protecteur et reste donc un paria politique, constamment surveillé par la sécurité d'État. Durant ces années, il passe son temps à voyager pour la Fédération de la Chasse et écrit des critiques occasionnelles et des traductions. Il est accompagné de sa seconde épouse Fatima Yerzina, épousée en 1918 et de leurs deux enfants.

En 1928, il est arrêté une deuxième fois et condamné en juillet 1930 à être fusillé. Mais en janvier 1931, sa peine est commuée en dix ans de travaux forcés pour nationalisme et activité anti-soviétique. En 1934, il est libéré et obtient la permission de vivre dans l'oblast de Saratov. Au début de 1937, il est de nouveau arrêté et contraint de faire une autocritique. En décembre 1939, il est condamné à la peine de mort et exécuté le 28 janvier 1940 à Moscou. Staline n'était pas favorable à la tentative de Sultan-Galiev de faire la synthèse entre l'islam, le nationalisme et le communisme et à prêcher la révolution parmi les régions musulmanes. Staline le fit condamner comme leader indépendant « musulman »[26].

Il y avait 20 000 mosquées en Asie centrale en 1917, moins de 4 000 en 1929 et en 1935, il en restait seulement moins de 60 en Ouzbékistan, qui concentrait la moitié de la population musulmane d'Asie centrale. Les religieux musulmans ont rencontré les mêmes vexations financières que le clergé chrétien, et étaient incapables de subvenir à leurs besoins. Il y avait aussi une diminution massive du nombre d'imams ou mollahs, nombre d'entre eux ayant été arrêtés ou exécutés pendant les purges staliniennes[27]. Beaucoup de religieux musulmans non enregistrés ont continué à pratiquer illégalement. Dans certaines parties du Caucase, la campagne anti-religieuse et les attaques contre l'islam ont provoqué une guérilla que les troupes soviétiques ont été amenées à réprimer[28].

Activités

Le 15 mai 1932, un Plan quinquennal de l'athéisme est adopté par le gouvernement soviétique avec le slogan : « Plus de Dieu en 1937 ! » avec pour but de « liquider le clergé réactionnaire du pays »[29].

Critique de l'étranger

Beaucoup de manifestations ont eu lieu dans les pays occidentaux contre la lutte anti-religieuse en URSS, et il y eut des prières publiques au Royaume-Uni, à Rome et d'autres endroits au nom de l'Église. Ces activités ont contribué grandement à l'arrêt temporaire de la lutte anti-religieuse, Staline ne pouvant se permettre l'aliénation totale de l'Occident du fait qu'il avait encore besoin de ses crédits et des machines pour l'industrialisation du pays[30].

Références

1. Olga Tchepournaya. The hidden sphere of religious searches in the Soviet Union: independent religious communities in Leningrad from the 1960s to the 1970s. Sociology of Religion 64.3 (Fall 2003): p. 377(12). (4690 mots)
2. The Globe and Mail (Canada), 9 mars 2001 - Why father of glasnost is despised in Russia par GEOFFREY YORK http://www.cdi.org/russia/johnson/5141.html##2 Dans son nouveau livre, Maelstrom of Memory, M. Yakovlev énumère quelques atrocités découvertes par sa commission. Plus de 41 millions de soviétiques furent emprisonnés de 1923 à 1953. Plus de 884 000 enfants étaient en exil intérieur en 1954. Plus de 85 000 prêtres orthodoxes furent tués en 1937 seulement.
3. D. Pospielovsky, The Russian Orthodox Church under the Soviet Regime, vol. 1, p.175.
4. John Anderson. The Council for Religious Affairs and the Shaping of Soviet Religious Policy. Soviet Studies, Vol. 43, No. 4 (1991), pp. 689-710
5. *Ibidem*
6. Vladimir Ilyich Lenin, The Attitude of the Workers' Party to Religion. Proletary, No. 45, Mai 13 (26), 1909. Consulté sur : http://www.marxists.org/archive/lenin/works/1909/may/13.htm
7. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Antireligious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) p. 43
8. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 46
9. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Anti-Religious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) p. 60
10. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Anti-Religious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) pg 65
11. Daniel, Wallace L. "Father Aleksandr men and the struggle to recover Russia's heritage." Demokratizatsiya 17.1 (2009)
12. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Antireligious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) p. 76
13. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Anti-Religious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) p. 67
14. Tatiana A. Chumachenko. Édité et traduit par Edwad E. Roslof. Church and State in Soviet Russia: Russian Orthodoxy from World War II to the Khrushchev years. ME Sharpe inc., 2002 pp3
15. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Antireligious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) page 71
16. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) page 52
17. Edward Derwinski. Religious persecution in the Soviet Union. (transcript). Department of State Bulletin 86 (1986): 77+.
18. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 41
19. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 2: Soviet Antireligious Campaigns and Persecutions, St Martin's Press, New York (1988) p. 61
20. Christel Lane. Christian religion in the Soviet Union: A sociological study. University of New York Press, 1978, pp. 27–28
21. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 57
22. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 49
23. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 42
24. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 56
25. Mirsaid Sultan-Galiev: His Character and Fate, Sh. F. Mukhamedyarov and B. F. Sultanbekov, Central Asian Survey, Vol. 9, No. 2, p. 109-117, 1990 Society for Central Asian Studies.
26. I.R. Tagirov (ed.), Neizvestnyi Sultan-Galiev: Rassekrechennye dokumenty i materialy (Kazan': Tatarskoe knyzhnoe izdatel'stvo, 2002), doc. 112, p. 384. Le document 110 est le jugement par lequel Sultan-Galiev est reconnu coupable d'être « organisateur et chef factieux d'un groupe nationaliste antisoviétique », qui a mené une « lutte active contre le pouvoir soviétique » et le parti « sur la base du panturquisme et du panislamisme dans le but d' arracher des régions turco- tatares de Russie soviétique pour y établir un État Turan de démocratie bourgeoise »(p. 382-383)
27. Froese, Paul. "'I am an atheist and a Muslim': Islam, communism, and ideological competition." Journal of Church and State 47.3 (2005)
28. Kolarz, Walter. Religion in the Soviet Union. St Martin's Press, New York (1961), p. 415
29. Un « plan quinquennal athée » commençait en URSS il y a 80 ans (http://www.egliserusse.eu/blogdiscussion/Un-plan-quinquennal-athee-commencait-en-URSS-il-y-a-80-ans_a2418.html), Egliserusse.eu, 5 juin 2012
30. Dimitry V. Pospielovsky. A History of Soviet Atheism in Theory, and Practice, and the Believer, vol 1: A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies, St Martin's Press, New York (1987) p. 65

Lien externe

- **(en)** Articles des archives russes sur les campagnes anti-religieuses (https://www.loc.gov/exhibits/archives/anti.html)

Voir aussi

- Propagande communiste

Ce document provient de « https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Politique_anti-religieuse_soviétique&oldid=149403579 ».

La dernière modification de cette page a été faite le 10 juin 2018 à 19:16.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.
Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.